

Légation de Suisse

Paris, le 28 Mars 1933.

en  
FranceI.B./33  
R.P.No.8.Ce rapport a été écrit (au le voir)  
dans l'"étranger" de Paris!

Le "boomerang" de Rome. - Une opinion yougoslave.

29. III. 33

M. Merimod  
Vu  
Monsieur le Conseiller fédéral,

Dans son intéressant rapport du 16 de ce mois, dont vous avez bien voulu me communiquer le texte, mon excellent Collègue Wagnière vous écrivait, à la veille des entretiens Mussolini-Mac Donald, que, dans la capitale italienne, le Nonce, l'Ambassadeur d'Angleterre et même l'Ambassadeur de France considéraient comme inévitable, mais "dans certaines limites", la révision des traités de paix.

Il paraît aujourd'hui certain que le Duce et son interlocuteur britannique ne désiraient apporter aucune restriction à la poussée révisionniste ou que, du moins, s'ils estimaient, eux aussi, que cette poussée devait être contenue "dans certaines limites", leur plan tendait surtout à enlever, avant tout débat, aux adversaires de la révision leurs moyens de résistance. En désarmant à l'avance tous ceux qui désirent conserver à l'Europe son statut politique actuel, MM. Mussolini et Mac Donald excitaient l'appétit des mécontents et supprimaient tout frein aux convoitises les plus démesurées. L'opinion britannique semble s'en être aperçue: elle commence à montrer quelque méfiance. En Europe orientale, la réaction a été, comme il fallait s'y attendre, plus prompte et plus

Monsieur le Conseiller fédéral MOTTA,  
Chef du Département Politique Fédéral,

B e r n e.





vive encore. Ainsi s'expliquent les divers phénomènes dont vous parliez mon rapport du 25 de ce mois.

De plus en plus, il apparaît que le projectile anglo-italien-parti de Rome a décrit la même trajectoire que l'arme australienne dénommée "boomerang" qui, lancée en l'air, retombe à son point de départ. Que voulaient MM. Mussolini et Mac Donald? Réduire à l'impuissance la Petite-Entente et la Pologne, pour ouvrir largement la voie aux révisions. Qu'ont-ils obtenu? Ils ont donné à la Petite-Entente une occasion inespérée de s'affirmer en démontrant que la Conférence de Genève doit compter avec elle et que les vetos réunis de Prague, de Belgrade et de Bucarest valent celui d'une grande puissance. Sans compter qu'aux résistances des Tchécoslovaques, des Yougoslaves et des Roumains est venue s'ajouter celle de la Pologne, soudainement rapprochée d'eux par le péril commun.

Doit-on craindre que cette contre-offensive diplomatique de l'Europe Orientale, combinée avec le refus de la France d'entrer dans les vues des dictateurs italien et allemand (auxquels est venu se joindre l'ancien socialiste Mac Donald, pèlerin d'un nouveau Canossa), mette en danger la paix du monde?

Avant-hier, M. Paul-Boncour, dans un dîner offert par les "Amis de la Paix" à la presse internationale, s'écriait: "Sachons regarder en face nos difficultés présentes. Elles sont graves. Elles ne sont pas insolubles. Mais, sûrement, la paix ou la guerre se jouent dans les mois que nous vivons". Au sujet de la Conférence du désarmement, il a déclaré que "le pessimisme serait au moins prématuré". Quant au Directoire des quatre gran-



des puissances, il en a nettement repoussé l'idée, tout en affirmant qu'une collaboration plus étroite entre ces puissances serait "un élément de détente et d'apaisement", à la condition qu'elle s'exerce dans le cadre de la S.D.N. et qu'elle respecte le principe de l'égalité des Etats.

-----

M.Spalaïkovitch, ministre de Yougoslavie en France, se montre plus résolument optimiste. Il a fait hier à mon collaborateur M.de Weck, sur l'actualité politique, d'intéressantes déclarations, que je crois utile de résumer ci-dessous:

"La Petite-Entente, a-t-il dit, se félicite de constater que la maladresse de M.Mac Donald dans son discours à la Chambre des Communes a commencé d'ouvrir les yeux à l'opinion britannique. La xénophobie et l'antisémitisme de la dictature hitlérienne contribuent, d'ailleurs, à faire naître chez les Anglais une salutaire inquiétude. Pour ma part, je déplore que l'Angleterre, par complaisance envers l'Allemagne, ait fait échouer naguère le plan Tardieu de confédération danubienne dont l'adoption eût contribué à consolider la paix tout en atténuant la crise économique. Les récents entretiens de Rome ont eu pour résultat de fortifier la position de la Yougoslavie, de la Roumanie et de la Tchécoslovaquie et d'opérer un rapprochement de ces trois pays avec la Pologne".

"L'arrivée au pouvoir de M.Hitler à Berlin pourrait bien avoir une autre conséquence, fort importante pour nous: celle d'améliorer nos relations avec l'Italie. Cela vous semble



paradoxal, mais réfléchissez un instant. L'Italie fasciste éprouve pour l'Allemagne hitlérienne une sympathie de doctrine. Mais elle ne tardera pas à comprendre (et M. Mussolini est déjà complètement édifié sur ce point) que Hitler, devenu chancelier du Reich, n'est plus qu'un homme de paille entre les mains de l'Etat-Major allemand. Or, on sait très bien à Rome que la politique d'un gouvernement militaire du Reich, c'est le "Drang nach Osten", la reprise des projets grandioses de l'Allemagne impériale, le Hambourg-Bagdad. Mais aucun écolier allemand n'ignore aujourd'hui que la route de Bagdad ne passe plus par Belgrade. L'Italie ne peut donc pas s'engager dans une alliance avec l'Allemagne, car elle doit s'opposer à l'"Anschluss", qui amènerait à bref délai l'installation des Allemands à Trieste. Quels que soient les sentiments des Italiens à notre égard, ils ne peuvent pas ne pas voir que, pour eux, notre voisinage sur les côtes de l'Adriatique est moins dangereux que celui de l'Allemagne. Je ne sais pas ce que va faire M. Mussolini, mais je suis certain qu'il est trop intelligent pour favoriser désormais la réalisation d'un programme qui pourrait déchaîner sur son pays les pires catastrophes".

Veillez agréer, Monsieur le Conseiller fédéral,  
l'hommage de mon respect.

Dumant.